



HAUTES-PYRENEES COMMUNE DE BOURS

Nature de l'arrêté : Liberté publiques et pouvoirs de Police : Police Municipale

ARRETE MUNICIPAL N° 2022 - 53 PORTANT REGLEMENTATION DE COUPURE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Le maire de la commune de BOURS,

VU l'article L 2212-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui charge le maire de la police municipale

VU l'article L 2212-2 du CGCT relatif à la police municipale dont l'objet est d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique et notamment l'alinéa dans sa partie relative à l'éclairage,

VU le code civil, le code de la route, le code rural et de la pêche maritime, le code de la voirie routière, le code de l'environnement,

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation sur la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 41,

VU les normes : NF C 15-100 relative à la sécurité, au bon fonctionnement des installations électriques basse tension et aux besoins normaux des usagers, NF C 17-200 relative aux installations d'éclairage extérieur, NF EN 60-598 relative aux luminaires, guirlandes et projecteurs,

VU les normes EN 13201 relatives à l'établissement de prescriptions sur les zones de circulation dans les espaces publics extérieurs dans le but d'assurer la sécurité des usagers, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes,

CONSIDERANT la nécessité de lutter contre la pollution lumineuse et les émissions de gaz à effet de serre, d'engager des actions volontaristes en faveur des économies d'énergie et de la maîtrise de la demande en électricité, et, considérant que, à certaines heures, il peut être opportun d'éteindre certains quartiers résidentiels et certaines voies peu fréquentées,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour un éclairage public nécessaire, suffisant et durable, celui-ci est interrompu, à compter du 11 juillet 2022, sur l'ensemble du territoire de la commune, tous les jours de 0h00 à 6h00 du matin.

Pendant les heures d'extinction, le SDE n'est plus en charge de l'exploitation et de l'entretien du réseau d'éclairage public

Article 2 : L'information de la population et notamment des riverains et habitants de la commune concernés par l'extinction de l'éclairage public sera assurée de la manière suivante : article de presse paru le 30/06/2022, information distribuée dans les boîtes à lettres à compter du 30/06/2022, panneaux de signalisation de Police « Extinction de l'éclairage public de 0H00 à 6H00 » installés à chaque entrée du village et plots lumineux placés sur tous les ilots centraux existants sur les rues du village.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet ;
- Messieurs les Présidents du Conseil Départemental et du Syndicat Départemental d'Énergie;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie ;
- Monsieur le Directeur du SDIS.

Fait à BOURS, le 30 juin 2022

 Le Maire,
Marc GARROCO

Cette décision peut faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès de l'autorité administrative qui en est l'auteur ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification, étant précisé que la présentation d'un recours administratif préalable proroge le délai de recours contentieux (article R 421-5 du Code de Justice Administrative).